

Discours prix louis BLUM

Dimanche 14 janvier 2024

Monsieur le sous -préfet,

Monsieur le Maire,

Madame la conseillère régionale représentant le président de région,

Madame la conseillère départementale, représentant le président du département,

Madame la conseillère métropolitaine représentant le président de Grenoble Alpes Métropole,

Mesdames et messieurs les élus,

Messieurs les présidents des associations consistoriales rachi et baryohai,

Monsieur le président du Fonds social juif unifié,

Madama la directrice de science po Grenoble,

Mesdames et messieurs les présidents d'association,

Mesdames et messieurs, chers amis,

Je voudrais préalablement vous porter quelques salutations amicales :

Franck benhamou

Fabrice hugelé

Loik ferrucci

Corine lemariey

Anne sophie chardon

Je voudrais ensuite saluer qui a souhaité que cette soirée soit consacrée au travail de Sophie NAHUM.

Il a été mon président. Un président engagé et que nous pouvons féliciter pour sa récente décoration dans l'ordre de la légion d'honneur : Monsieur Yves Ganansia.

Hier, en préparant ce discours, j'ai regardé cette très belle affiche de Shepard Fairey.

J'ai admiré cette Marianne aux couleurs de la France, qu'il a créé après les attentats dont nous avons été victimes en 2015 et j'ai relu : « *Liberté, égalité, Fraternité* ».

Et j'ai fermé les yeux.

J'ai remonté le temps.

Pour me rappeler comment tout cela a commencé.

Alors des voix sont revenues :

Nous sommes menacés parce que nous sommes un pays de liberté. Et parce que nous sommes un pays de liberté, nous conjurerons les menaces, et nous punirons les agresseurs.

(François holland, attentat de charlie hebdo 7.01.15)

Nous devons être capables de répondre aux attaques par la force lorsque nous sommes obligés de l'utiliser,

(François holland , attentat Hyper casher 9 janvier 2015)

A vous tous, je vous promets solennellement que la France mettra tout en œuvre pour détruire l'armée des fanatiques qui ont commis ces crimes.

(François Hollande, attentat du 13 novembre, 27 novembre 2015).

Depuis 2001 et les attaques du world Trade center, le monde que nous voulons libre, notre monde, c'est-à-dire celui de la Marianne de Shepard Fairey, qui érige la démocratie en système de penser [ce monde libre] mène contre le terrorisme islamique une guerre qui n'a pas encore de fin.

C'est une guerre juste, mais une guerre asymétrique.

Car le terrorisme n'agit pas, lui, sous les traits d'une armée régulière commandée par un état démocratique, même imparfait, et contrôlée par des organes eux-mêmes soumis au regard et à la critique de médias libres et indépendants.

Le terrorisme agit dans l'ombre de l'anonymat, dans l'obscurité de ses souterrains, décidés, dessinés et construits grâce à de noirs accords avec des pays qui nous haïssent et qui le financent.

C'est pour cela que le terrorisme s'affranchit de toute règle morale, a fortiori de règle juridique.

C'est pour cela que le terroriste ne rend pas les armes, quitte à sacrifier partie de la population au nom de laquelle il prétend agir pourvu que ce qui était une défense légitime devienne aux yeux du monde un crime absolu.

La cause est juste, mais dans cette guerre asymétrique, dans laquelle le terroriste se mue par excès de langage en *combattant*, l'opinion est parfois son meilleur allié.

Les affirmations de la coalition selon lesquelles sa campagne de bombardements aériens de précision lui a permis de chasser l'EI de la ville de Raqqa en faisant très peu de victimes civiles ne résistent pas à tout examen rigoureux... Les frappes de la coalition décrites dans ce rapport semblent avoir été menées de façon disproportionnée ou aveugle ou bien les deux, et, considérées à ce titre, comme illégales et comme des crimes de guerre présumés... Ce rapport concède que les tactiques déployées par l'EI ont créé un contexte opérationnel difficile pour les forces de la coalition. Cependant, ces défis ne justifient pas le fait de n'avoir pas pris toutes les précautions nécessaires pour réduire au maximum les dommages parmi les civils. Les États portant la responsabilité de violations du droit international humanitaire sont tenus d'enquêter et d'accorder des réparations aux victimes. S'il existe des éléments de preuves en rapport avec des crimes de guerre, les États sont tenus d'engager des poursuites.

Telles étaient les conclusions d'un rapport d'Amnesty International du 5 juin 2018 après les 4 mois de bombardement dans la « *guerre d'anéantissement* », je cite, menée à Raqqa contre l'EI par la coalition internationale constituée de la France, des Etats Unis et de leurs alliés européens, canadiens, australiens, mais aussi de la Jordanie, de l'Arabie saoudite et du Qatar.

Il s'agit de cette coalition, mise sur pieds après la résolution 2170 de l'ONU du 15 août 2014, qui condamne les attaques terroristes sanglants de l'Etat islamique en les élevant au rang de crimes contre l'humanité, que le président Macron a souhaitée mobiliser au lendemain des attaques par le Hamas le 7 octobre 2023.

Il n'y a aujourd'hui contre le Hamas ni coalition internationale, ni résolution de l'ONU qui en a condamné, sans réserve et sans conditions, les agissements.

Je suis le Président de l'après 7 octobre.

Président du CRIF Grenoble – Dauphiné, je suis évidemment, bien évidemment, farouchement, Ô combien farouchement, un homme qui exècre la guerre, ses héros et ses victoires. En homme de paix, attaché à ce que chaque être humain puisse vivre, croire et grandir dans un monde où chacun a sa place, je reste d'abord un homme de dialogue autant que de convictions.

Je ne regarde chez un enfant que la beauté de son rire.

Mais Président de l'après 7 octobre, j'ai la charge de partager ce que je comprends de cette guerre qui ne menace pas seulement Israël et les juifs de diaspora mais au-delà, une certaine idée de la femme et de l'homme du 21^{ème} siècle qui je crois ici nous rassemble tous.

Depuis le 7 octobre, nous sommes sous le coup de la violence des images qui nous viennent du Moyen Orient. Elles ne sont pas là seulement pour témoigner. Ces images façonnent une réalité qui n'est plus celle de l'humain mais se veut une réalité de l'histoire.

Par la rapidité de leur production, nous ne nous arrêtons vraiment sur aucune d'elle.

Tout juste avons-nous regardé le visage de Miha Shem, notre sœur franco-israélienne de 21 ans enlevée, séquestrée et libérée alors qu'elle dansait la paix au festival *Tribe of Nova*. Nous retiendrons cependant d'elle le tatouage qui rend indélébile la douleur de l'instant et l'espoir derrière le drame : *we will dance again, nous danserons encore*.

Les images des crimes nazis ont été diffusés au procès de Nuremberg, pour attester de l'horreur absolue et accoucher de l'expression juridique, et de sa condamnation, du crime des crimes, celui contre l'humanité. Le crime de génocide.

« *Un crime commis dans la seule intention de détruire en tout ou en partie un groupe national, ethnique, racial ou religieux* ».

Le crime de génocide, dans sa dimension de volonté destructrice systématique, est un crime contre la conscience humaine.

De ce fait, sa représentation particulière ne nous est pas facilement accessible.

Alors il faut des témoins, il faut la force des survivants pour raconter l'indescriptible.

« *Vous avez de la chance, c'est les derniers que vous prenez là* ».

Dans la grande richesse de votre travail, il y a cette phrase que vous recueillez Sophie NAHUM et qui a résonné comme une vérité ontologique : Si le crime de génocide heurte la conscience humaine, le témoignage de ce crime nous rapproche alors un peu plus de la compréhension de l'essence même de la vraie nature des hommes.

Ecouter les témoins de l'horreur absolue nous rapproche de cette vérité ontologique du sens de la vie humaine.

Avec le livre ou dans le film, vous offrez à tous ces témoignages un écrin aussi précieux que nécessaire.

Les années ont passé entre leur vécu et leur récit, et pourtant la blessure est toujours aussi vive, marquée dans la chair, dans le cœur et dans la tête.

Après bientôt 30 années à défendre les victimes, j'ai acquis la conviction que la dimension psychologique du *trauma*, individuel ou collectif, n'est accessible qu'à ceux qui le subissent.

C'est ce qui explique sans aucun doute la solitude des juifs de la diaspora au lendemain du 7 octobre.

A notre sidération s'est joint le silence spontané d'une partie de la classe politique.

Très peu ont compris ce qui s'est passé le 7 octobre 2023.

Alors il nous faut, et il nous faudra longtemps, le rappeler, comme nous rappelons la shoah parce que 16% des français des années 2020 n'en ont encore jamais entendu parlé (*sondage Schoen Consulting publié le 22 janvier 2020*)

Projetez-vous en Israël.

Un groupe, élu en 2007 par le suffrage des urnes de Gaza, à quelques centaines de mètres de chez vous, et dont les statuts originels, qui n'ont jamais été abrogés et

constituent de ce fait l'essence de ce groupe, déclarent : "*Israël existe et continuera à exister jusqu'à ce que l'islam l'abroge comme il a abrogé ce qui l'a précédé*" ; ce groupe est entré sur votre sol, a franchi vos frontières, a tué, égorgé, violé, mutilé et brûlé des civils sans distinction de sexe, d'âge ou de faiblesse. Environ 1200 morts, c'est-à-dire l'équivalent en France de 8400 victimes en quelques heures.

Il a fallu la main d'un homme, regardant dans les yeux sa victime pour l'exterminer.

Il a fallu qu'un homme soit pétri de haine pour qu'il ne s'arrête pas aux petits cris de Mila Cohen, 10 mois, pour la fusiller, droit dans les yeux, au Kibboutz de Béeri.

De telles atrocités, délibérément filmées, ne peuvent s'inscrire ni dans un acte de résistance, ni dans une lutte, et encore moins dans une réaction politique.

De telles atrocités, de tels crimes de masse pour reprendre l'expression de Tal Brutmann, en ravivant les douleurs des pogroms du 19^{ème} siècle, et en réchauffant les braises encore présentes de la Shoah, ont homogénéisé le sort des juifs de la diaspora et des juifs israéliens.

C'est pourquoi, en ce 100^{ème} jour qui suit les massacres, le Président de l'après 7 octobre que je suis, réitère devant vous et avec vous notre engagement à ne rien lâcher de la mobilisation nécessaire à la libération des 129 derniers otages du Hamas, dont 3 français. Nous ne savons rien de leur état de santé, parce qu'aucune organisation humanitaire n'a été autorisée à leur rendre visite. Tout juste savons-nous que des négociations sont en cours pour apporter, enfin, les médicaments nécessaires aux otages blessés.

Rappeler tout cela, c'est aussi dire avec force que dans cette guerre, comme dans toutes les guerres, il y a en effet des victimes innocentes. C'est dire que s'il est indéniable que le déplacement des gazaouis demandé par l'armée israélienne répondait à l'exigence moral de limiter le nombre de civils tués, la crise humanitaire qui s'en est suivie est une réalité consécutive qui ne peut être niée.

Nous sommes confrontés ici et là-bas à une crise existentielle que nous n'avons pas connue depuis 80 ans.

Dans cette crise, nous avons nos alliés. Ils sont bien plus nombreux que beaucoup ne le croient.

Mais le constat est là : ces alliés ne viennent pas tous du camp qui se réclame des progressistes.

Une certaine gauche, qui se réfugie derrière la critique, toujours possible, de la politique de Netanyaou, a depuis longtemps renoncé à la clairvoyance et au courage.

Une certaine gauche voit dans le Hamas, non un mouvement attentatoire à toutes les libertés auxquelles nous sommes attachées, n'hésitant pas à exécuter publiquement en 2016 un de ses commandants pour cause d'homosexualité, mais assimile le Hamas à un mouvement avec lequel il peut partager une même vision internationale anti-impérialiste : « *Israël assassin, impérialistes complices* »

Je parle d'une certaine gauche qui ne voit pas dans le Hamas un groupe terroriste mais un mouvement qui s'inscrirait dans les mêmes combats idéologiques post-coloniaux.

Cette gauche, c'est celle de Jérémy Corbyn le chef du parti travailliste anglais qui, sous sa direction, le laissa dériver vers un antisémitisme rampant et un antisionisme assumé qui s'est exprimé largement et ouvertement ces dernières semaines dans les rues de Londres.

Cette gauche, celle qui ne condamne pas le Hamas, c'est celle de la France Insoumise, et de Jean Luc Mélenchon.

C'est cette gauche qui fait de l'antisionisme le nouveau visage de l'antisémitisme.

C'est cette gauche aux commandes de l'inversion idéologique et historique et aux commandes de la délégitimation de l'état d'Israël. C'est cette gauche de la minoration et de la banalisation de la Shoah qui rend votre œuvre, Sophie NAHUM si essentielle à l'humanité.

Une gauche complice de l'essor en France de l'antisémitisme. Une gauche qui souffle sur les braises de la haine de l'autre avec le culot d'arborer le drapeau de la tolérance parce que sa seule grille de lecture de la politique est exclusivement sous la focale du soutien aux minorités, sans aucune considération géopolitique ou historique et sans même interroger le contenu moral de certaines revendications.

Pour cette gauche, le monde est binaire et radical : les oppresseurs et les opprimés, les colons et les colonisés.

Avec ce raisonnement, elle oublie que si une vie vaut en effet une autre vie, de quelque frontière qu'elle se trouve, les violences, par leurs auteurs et leurs expressions, ne se valent pas, même si rien n'empêche de les dénoncer toutes.

Mais ce n'est pas cette gauche-là qui doit nous inquiéter.

Nous devons nous inquiéter de l'autre gauche. Celle avec laquelle nous partageons le même patrimoine idéologique des lumières, de Clemenceau, de Zola, de Jaurès, de Blum (Léon), de Mendès France, de Badinter et de Delors.

Une gauche qui s'est enfermée dans une alliance qui ne lui ressemble pas.

Je veux parler de cette gauche du « *oui mais* » qui ne dit rien d'une compréhension particulière de la situation mais qui dit tout d'une défaite du courage.

Une marche de la Nation pour la République et contre l'antisémitisme ? *Oui mais* si elle ne risque pas d'être récupérée par le rassemblement national. *Oui mais* si on n'oublie pas qu'elle doit être au bénéfice aussi du racisme et de toutes les formes de haine. Comme si une marche pour la République n'englobait pas, par essence même, tous les combats contre l'intolérance. Comme si une marche contre l'antisémitisme ne se justifiait pas dans le contexte hors norme d'une hausse des atteintes aux biens et aux personnes à l'encontre de citoyens qui n'ont pour seule différence celle d'être nés juifs.

Comme si la défense des français juifs n'était juste qu'à la condition de la défense d'autres minorités.

Une gauche qui voudrait une laïcité prétendument moderne, qui ne serait pas selon elle vécue comme l'ennemi du vivre ensemble, la négation du religieux, voire l'instrument d'humiliation de son expression. Alors que la laïcité, en limitant l'expression du religieux, et partant son influence, dans le cadre strict de la vie privée, est au contraire le principe garant d'une société multiculturelle apaisée.

N'oublions jamais, juifs français, que c'est à cette laïcité intransigeante, que nous devons notre émancipation et la reconnaissance de notre citoyenneté après des siècles de présence en France.

C'est cette laïcité intransigeante érigée en principe de vie républicaine qui constitue le socle de toutes nos lois prohibant le racisme, l'antisémitisme et de façon générale la haine de l'autre.

Cette gauche humaniste, sociale, démocrate et écologiste, cette gauche historique est une interlocutrice de longue date des institutions juives.

Partout, nous maintenons l'espace de dialogue avec les autorités et avec nos interlocuteurs institutionnels ou politiques.

Nous serons au rendez-vous des prochaines échéances électorales pour que l'Europe de demain assure la sécurité des juifs et la reconnaissance de l'importance de leur apport culturel, historique et social.

Localement et dans la suite directe de l'attaque du Hamas du 7 octobre, nous avons mesuré et sommes attentifs aux mobilisations effectives.

Je remercie Monsieur le préfet de l'Isère, M. Louis Laugier et les services de la préfecture, de la sécurité publique et de la gendarmerie, pour leur disponibilité et les moyens déployés à la sécurité des lieux de culte et de l'école mais aussi de l'ensemble de nos manifestations.

Je remercie M. le Procureur général et M. le 1^{er} président de la cour d'appel qui, avec M. le procureur de la république, ont mis en marche l'institution judiciaire pour identifier et poursuivre les auteurs d'actes antisémites ou ceux qui font l'apologie du terrorisme.

Je remercie le Président de la Région, Monsieur Laurent Wauquiez, pour son discours intransigeant face au Hamas et les aides financières débloquées pour la sécurité des écoles juives.

Je remercie le Président du département, Monsieur Jean – Pierre Barbier, pour sa spontanéité dans le soutien à la communauté juive du département, et sa détermination à la mise en œuvre de l'exposition 2025 sur les cultures du judaïsme en Dauphiné.

Je remercie le Maire de Grenoble, Monsieur Eric Piolle, qui, au nom de la fraternité, en levant l'obstacle politique à la remise en route du jumelage entre Grenoble et Rehovot défend un autre visage de l'écologie politique.

En poursuivant, sans en manquer un rendez-vous, le partenariat avec le CRIF Grenoble – Dauphiné pour la remise de ce prix BLUM, et en réinstaurant le jumelage avec Rehovot, la ville de Grenoble marque son refus à la fois de l'antisémitisme mais aussi de l'antisionisme.

Car si nous pouvions penser *a priori* l'un indépendamment de l'autre, la réalité *a posteriori* de la hausse des actes antisémites corrélé à la guerre contre le Hamas ne peut que nous incliner à penser l'un l'antisémitisme indissociablement lié à l'autre, l'antisionisme.

Le principe du retour tant attendu du jumelage est acquis, il appartient à de nouveaux acteurs de la cité, organisés autour de Dominique Verdiel de le faire vivre et à la ville de lui en donner les moyens, pour peu que là-bas, à Rehovot, les roquettes n'aient pas fait taire les aspirations à la rencontre et au dialogue.

Je commençais ces propos par mon regard sur l'affiche de Obey, Shepard Fairey.

En y repensant, me revenait à l'esprit les débats qui furent les nôtres il y a 2 ans avec la fresque de Goin.

Ils ont préfiguré à bien des égards notre réalité d'aujourd'hui et la menace que nous y avons vu alors d'une dévalorisation ou d'une relativisation de la Shoah en surfant sur les discours d'une société qui amalgame les causes jusqu'à parfois inverser le sens de l'histoire.

La Métropole est engagée depuis longtemps sur un travail de mémoire nécessaire en emmenant une classe sur le site d'Auschwitz. Ce travail est précieux, nous le savons avec vous Madame NAHUM. Mais il reste tant encore à faire pour tirer sur notre territoire les leçons des répercussions de la période post 7 octobre.

Je réitère donc le vœu exprimé à son Président de voir inscrire le Grenoble Street art festival, emblème s'il en est d'une culture populaire qui fait notre fierté, dans une dynamique de partage des cultures et qu'une œuvre spécifique de commande soit érigée pour évoquer une Métropole engagée et apaisée de ses diversités culturelles.

Avec la shoah, nous avons fait émerger les justes qui par l'exemple de leurs qualités et de leur courage nous ont laissé un message intemporel.

Le calendrier commémoratif 2024 et 2025 donne autant d'occasions de réfléchir à ce que nous avons fait de cette conscience universelle née de l'après Nuremberg.

André Malraux nous promettait alors, après ces crimes, que « *l'homme avait donné une leçon à l'enfer* ».

Nous mesurons 80 ans après que l'enfer est encore sur terre.

Hervé GERBI

Président du CRIF Grenoble – Dauphiné